

Conclusion

Bernard Hours
Monique Selim

A la différence de la plupart des travaux anthropologiques publiés sur la globalisation, cet ouvrage n'est pas une anthropologie culturelle mais politique. Cela signifie qu'il se penche sur des représentations et des phénomènes de nature politique. C'est dire qu'il s'interroge sur les transformations des rapports sociaux dans les sociétés plus que sur des pratiques qui seraient générées par la globalisation. En amont de ces pratiques, il faut bien analyser les logiques sociales qui produisent le sens des rapports en société, à moins de se satisfaire d'anecdotes qui décrivent sans expliquer, à la façon des ethnographies postmodernes où les acteurs ne sont plus idéologiquement mus mais figurants d'un récit (*narratives*), d'un spectacle édifiant voire caricatural, qui ne dit pas ce qui les fait agir ainsi plutôt qu'autrement.

Des logiques sociales, que nous avons essayées d'identifier, produisent des normes globales, qui les renforcent à leur tour. Des acteurs idéologiques particuliers sont au cœur de ces dynamiques qui restructurent profondément les conceptions usuelles au XX^e siècle. Pour conclure, abordons trois lignes de réflexion synthétiques et totalisantes sur la nature de la globalisation. La première porte sur le développement dont le sens s'est éteint à la fin de la guerre froide, en même temps que la notion de progrès, héritée du

siècle des Lumières européennes du XVIII^e siècle. En contrepartie, le développement durable s'inscrit comme un projet global majeur. Le recyclage du terme de développement et l'adjonction de l'adjectif "durable" masquent un changement profond, de nature et de sens. Le sujet politique du siècle des Lumières prenait place dans un projet émancipateur démocratique qui s'adressait à des citoyens. L'homme en occupait le centre comme sujet politique au cœur d'une ambition démocratique identifiée au progrès. Le sujet du développement durable est, lui, un sujet naturel, un exemplaire de l'espèce biologique, au cœur d'une biodiversité à la fois empoisonnée par la pollution et enchantée (ou incantée) par l'idéologie du développement durable. Celle-ci, en programmant l'interdépendance des consommateurs pollueurs au centre de son dispositif, nous met en face d'une société de gens grégaires, d'un hédonisme plus ou moins civil selon leur conscience de l'interdépendance dans laquelle ils sont inclus, voire, enfermés. Dans cette société civile qui n'est plus celle des citoyens mais des consommateurs la gestion sécuritaire des risques constitue le principal projet. Il s'agit de durer et de faire durer : la vie, la consommation des marchandises de toute nature, les échanges contractuels sécurisés, dans une économie de marché présentée comme sûre, solide, fiable ... sauf lorsque le pacte est rompu. Il ne peut l'être que par des "terroristes" ou apparentés producteurs d'insécurité, hantise et menace nécessaire pour de tels régimes. La menace doit en effet subsister pour que demeurent les réflexes sécuritaires. Mais elle doit apparaître comme maîtrisée par les pouvoirs politiques qui y trouvent l'essentiel de leur légitimité, dès lors que les urnes sont devenues volatiles, émotionnelles, et si peu républicaines. L'inquiétude environnementale et la prise de conscience des contraintes écologiques sont fort légitimes. Ce qui l'est moins c'est l'utilisation de cette inquiétude pour transformer les sociétés en agences de sécurité, de gardiennage en tout genre, où, de précaution en attention, la vie n'est plus une aventure mais un calvaire confortable parfois invivable. "La sujétion dans des petites affaires se manifeste tous les jours et se fait sentir indistinctement à tous les citoyens. Elle ne les désespère point ; mais cela les contrarie sans cesse et elle les porte à renoncer à l'usage de la volonté. Elle éteint

peu à peu leur esprit et énerve leur âme”, notait déjà Tocqueville. Il anticipait les errances de l’individu postdémocratique d’aujourd’hui, qui communique sans dialogue, qui s’exprime abondamment sur Internet mais vote pour des acteurs de cinéma qu’il ne rencontrera jamais. Triste citoyen où l’expression solitaire remplace le rapport social. Les processus qui concourent à la globalisation sont profondément et essentiellement normatifs. La globalisation est une mise aux normes qui sont de plus en plus globales, c’est-à-dire à prétention universelle et mondiale. Parmi ces normes, la gouvernance exprime la normalité politique par excellence. Cette notion anglo-saxonne fut brièvement boudée en français mais elle s’est imposée avec une force ou une évidence inouïe, sans explication, sans discussions, sans débats.

Il n’y a pas lieu de s’arrêter sur les définitions technocratiques de la gouvernance produites par les organisations multilatérales qui ont créé le concept de toutes pièces, comme toutes les normes dont les ambitions sont absolues car soi-disant évidentes. La notion de gouvernance s’applique aussi à l’entreprise et il s’agit simplement de gérer les Etats comme des entreprises, c’est-à-dire de mesurer les performances des sociétés avec les instruments des entreprises. Cet objectif ne peut guère être atteint aujourd’hui mais il constitue l’horizon de la gouvernance : une reproduction permanente et sans faille, où tout doit être prévisible tout en paraissant ouvert et pluriel, afin de produire une illusion cosmétique de liberté. Ce monde de pseudo-transparence c’est celui de la gouvernance. Celle-ci ne se définit plus par des élections “libres” ou l’absence de corruption ou d’autres indicateurs en forme de bons points fictifs mais par un monde en bon ordre de marche, digérant les conflits avant qu’ils n’éclatent, permettant une expression débridée sur des sujets anecdotiques, mais régulant drastiquement la vie quotidienne avec des normes de sécurité pluridimensionnelles, dévorantes et aliénantes, débattues dans des spectacles télévisés ou des débats virtuels entre des acteurs désincarnés, hors de tous rapports en société, comme ces bulles médiatiques qui entretiennent l’illusion de la démocratie.

Le développement durable est le prototype ou l’essence de la bonne gouvernance sur le versant naturel et environnemental de la

gouvernance. Sur l'autre face de la gouvernance, sociale et politique, le centre de gravité est fondamentalement sécuritaire et pseudo-démocratique. En effet, si la démocratie exige bien une liberté d'expression, celle-ci est désormais exposée à être une marchandise et un label. S'exprimer pour dire n'importe quoi sur n'importe quel sujet, tandis que les questions de société essentielles sont traitées en "comités d'experts", n'est pas réellement conforme à la démocratie dont la qualité essentielle se mesure aux procédures d'arbitrage mises en place pour produire un consensus à la fois représentatif et admis par les minorités.

La gouvernance, n'est-ce pas, finalement, cette mise en scène spectaculaire d'une démocratie virtuelle où chacun clame ses émotions dans des *shows*, rites collectifs sportifs ou chantés, voire déballe ses pulsions sur Internet, avant de reprendre sagement le chemin du bureau, de l'hypermarché, de l'usine lorsqu'il en reste. La démocratie tend à se rétrécir à une enceinte virtuelle, émotionnelle, où s'échangent à haut débit des marchandises, points de vue, avis, jugements, réprobations, pétitions, invectives, appels à témoin, offre de relations de toute nature, le tout encadré, en principe, de normes juridiques et éthiques de courte durée, volatiles, au gré des pressions de l'opinion publique et des intérêts d'un marché juteux.

Les flux d'expression semblent inversement proportionnels à ceux du sens véhiculé et partagé. Dès lors que l'expression de soi fonctionne comme une satisfaction hédoniste, le type de communication établi est hautement volatile et les rapports sociaux produits sont plus ludiques que porteurs d'échanges durables et de discussions véhiculant du sens. Ce déficit débouche sur les questions qui passent alors pour fondamentales et qui portent sur l'appartenance, l'exclusion, non plus les formes d'identification mais bien plutôt l'identité propre des sujets citoyens. Car à force de s'identifier à la dernière vedette vue sur un écran, l'équilibre psychique personnel, tout comme la place dans la société, ne sont pas particulièrement éclairés, comblés de sens. C'est bien plutôt un vide profond, un creux, une béance, qui s'observent au terme de ces agitations et gesticulations de sujets perdus, égarés au milieu de mille propositions alléchantes de services et de biens, accessibles ou inaccessi-

bles. S'impose alors la question incontournable d'une identité sociale frustrée de repères, de collègues, de camarades, de complices, d'amis et non pas de relations. Qui suis-je, à force de déambuler dans ces allées d'un hypermarché global, avec mon budget, mon emploi précaire, mes désirs et mes capacités ? L'angoisse assaillit à la sortie de ces cathédrales, de ces *potlatch* sans bénéficiaires, ni réciprocité, donc sans partenaires sociaux. Les projets révolutionnaires des siècles passés sont aujourd'hui remplacés par les risques liés à l'exclusion. C'est elle qui produit les violences urbaines, en Europe comme en Chine ou ailleurs. Gérer ces risques constitue un objectif majeur de la gouvernance. Il convient que la population achète au maximum avec les rémunérations minimales tolérables. L'absence de revenus constitue l'exclusion absolue, la marginalité ou la quasi-délinquance dans le marché qui tend à devenir l'enceinte sociale unique, la société même.

Les enquêtes anthropologiques sur les groupes exclus, au-delà de celles qui se contentent de descriptions anecdotiques ethnographiques, plongent au centre de ces lieux où se vit l'indignité sociale produite par l'exclusion. Nation, République, citoyenneté avaient un sens en termes d'appartenance, de statut et d'identité sociale. La tendance contemporaine à une évolution des régimes politiques vers des gestions de risques autoritaires, populistes, rend ces référents largement caducs malgré la fréquence des incantations citoyennes et/ou nationalistes. Dans ce contexte qui ne doit être ni dramatisé à l'excès, ni objet de nostalgie, la vocation de l'anthropologue n'est plus de produire des causalités culturelles primaires pour expliquer la conduite des gens, leurs inquiétudes et leurs dérives. La globalisation par le marché unique déclenche une prolifération de sens et d'interprétations par les acteurs. Tandis que les vies quotidiennes se ressemblent, que les marchandises consommées sont les mêmes, les acteurs tentent en permanence de construire un sens qui leur soit appropriable individuellement ou, plus fréquemment, dans des groupes d'appartenance, religieux, artistiques, sportifs, plus rarement politiques ... au risque d'être "autonomes" !

Cet univers postmoderne recèle de riches terrains pour les enquêtes anthropologiques, sous réserve d'échapper aux mises en spectacle de ceux qui sont qualifiés de minorités sociales et qui remplacent aujourd'hui les danses folkloriques des années culturalistes. De telles recherches exigent une réflexion épistémologique et méthodologique appropriée.

Finalement, l'apport de l'anthropologie à la compréhension des normes dans la configuration actuelle de globalisation nous semble double, en articulant la pluralité des normes et la singularité des acteurs qui les portent et leur donnent corps. Reprenons ces deux points en les explicitant. En premier lieu, plus que jamais les normes se donnent à voir comme plurielles, flexibles, se disposant sous la forme d'un marché habité par de multiples contradictions qui, précisément, apparaissent le moteur d'une convergence certaine. Parmi les exemples qui pullulent de cette construction d'une unicité des normes, évoquons la polémique qui émerge en France au début de l'été 2009 autour de la *burqa* à propos de laquelle un projet de loi visant à l'interdire dans l'espace public est déposé sous la houlette de députés de différents bords dont un, fort actif, du parti communiste français. Dans le même moment un défilé de mode de grands couturiers met en valeur l'*abaya* devant un parterre de riches habitants des Emirats. *Burqa* et *abaya*, tout en étant différents, ont en commun de recouvrir le corps des femmes ainsi dissimulées à la concupiscence des hommes, selon les justifications fréquemment avancées dans les pays où ces tenues sont utilisées. Partisans du bannissement de la *burqa* et défenseurs de la liberté des jeunes filles qui s'en saisissent se sont affrontés dans les journaux avec force arguments sans pour autant qu'on puisse douter de l'orientation *in fine* de ces controverses : derrière les femmes, leur prétendue islamité qui les enjoindrait à de tels choix, c'est bien les figures d'une altérité indésirable, aujourd'hui musulmane, qu'il s'agit de fustiger à travers une mise en scène médiatique qui s'apparente à une réelle propagande. L'opposition entre les différentes voix qui se font entendre aboutit de fait à un processus d'inculcation contre lequel il est difficile de se défendre. Dans le même champ, il en va de même de l'arène qui s'est forgée autour

des statistiques ethniques, objet d'un rapport et d'un contre-rapport tout à fait louable et nécessaire dénonçant en juin 2009 "le retour de la race"⁴⁶. Pourtant l'ethnisation des statistiques est de plus en plus acquise et corrobore l'édification imaginaire d'un autre à faire disparaître de l'espace public, et en filigrane européen, où les ombres fantomatiques des *burqa* viennent rappeler sa présence pénible. Une norme de rupture entre le soi et l'autre est donc en voie de réélaboration, retissant le visage d'un autre insupportable à l'aide de parures féminines condamnées pour leur infamie exogène ; simultanément la définition de cet autre est l'objet d'un travail de reconnaissance et de consolidation scientifiques avant d'être inscrit dans la loi. L'ensemble des modalités coloniales et postcoloniales de positionnement de l'autre axées sur l'éducation, la rééducation, l'assimilation, étaient en effet devenues trop obsolètes et il s'avérait de plus en plus urgent de forger l'image d'un autre fermement coupé du soi, ajusté au monde global et à ses mobilités permanentes à contrôler. Il valait mieux notablement que cette image de l'autre soit le produit idéologique d'un débat que le résultat d'une décision autoritaire dans la mesure où le capitalisme globalisé entend faire advenir partout les normes démocratiques, tout en s'accommodant bien des dictatures avec lesquelles il fait des alliances ponctuelles et stratégiques à visée économique et/ou politique.

La pertinence de la perspective anthropologique réside dans le décryptage de la singularité des situations, des logiques, des acteurs. Insistons maintenant sur l'importance de cette dimension face à des normes se dévoilant au regard comme plurielles alors même qu'elles viennent alimenter un même cours. Un message identique est entendu de manières fondamentalement différentes, selon les configurations microsociales et collectives dans lesquels les sujets évoluent mais aussi selon les trajectoires et les problématiques personnelles de ces dernières. L'objectif de l'anthropologue est de mettre en lumière ce décalage essentiel entre des appareils idéologiques et symboliques et les formes innombrables de leur

⁴⁶ Carsed contre Comedd

réception, les causes du sens qui leur est conféré, les dynamiques qu'ils engendrent. L'intelligibilité de ces failles et de ces maillages, de ces boîtes noires et de ces agencements est au cœur de la démarche anthropologique et révèle son amplitude dans le contexte de la globalisation où les communications électroniques permettent d'atteindre au même moment les points les plus éloignés du monde, concrétisant un kaléidoscope de significations éclatées. L'anthropologue met en lumière des phénomènes de domination mais s'applique à déchiffrer ce qu'en font les acteurs, comment ils les jouent et les déjouent, les fuient ou les affrontent, les remodèlent ou se les réapproprient selon des gammes infinies, les déchiffrent, les transforment, tentent de les abattre ou les idéalisent. Il n'y a jamais reproduction ou répétition à l'identique en regard de la domination mais toujours des exercices de dépassement. Comme la psychanalyse en particulier l'a montré et, à sa suite, les sciences sociales depuis quelques décennies, renonçant aux mirages de l'objectivisme pur des structures, le sujet n'est pas un reflet et sa passivité – fut-elle dans l'exploitation – est une fiction.

Corollairement, en période de crise, le regard de l'anthropologue est attiré par les écarts qui se creusent entre, d'un côté, les machines polyphoniques qui déversent leurs flots de discours sur les effets ravageurs de la crise, de l'autre, les individus en prise avec leur histoire personnelle, plus ou moins (in)attentifs à la crise car entièrement occupés par les enjeux de leur destinée. Cette distance entre deux régimes de réalité et de vérité apparaît avec force surtout lorsque l'anthropologue retrouve d'anciens collaborateurs avec lesquels il s'était lié d'amitié et dont la participation à l'enquête avait été autant décisive qu'éclairante en elle-même. Les contradictions qui se donnent à voir dans de telles situations sont alors révélatrices des crises multiples dans lesquelles se décline la crise, et singulièrement de leurs versants politiques. C'est ce que nous montrerons pour terminer sur une note de subjectivation à travers le personnage d'une femme qui a désormais soixante-dix ans et qui vit toujours dans le quartier du syndicat de Hanoi sur lequel l'investigation avait été portée (par Monique Selim) en 1999, alors que la spéculation sur le prix du terrain battait son plein.

Aujourd'hui, en mars 2009, le quartier semble très calme et plus aucun bruit de chantier de construction ne s'entend, alors que dix ans plus tôt, partout, s'édifiaient des maisons étroites de plusieurs étages. Beaucoup de petits ateliers et commerces ont aussi disparu. L'Etat-parti vietnamien suit sur de nombreux points la même politique que son homologue chinois. La "gravité" de la crise et de ses conséquences sur l'économie nationale est reconnue et dans le même moment le gouvernement se félicite des mesures prises et de leur efficacité, annonçant les "premiers signes de relance pour juin 2009"⁴⁷. Si les termes vietnamiens désignant la crise (*khung hoang*) évoquent unilatéralement la chute, la dégradation, sans la dimension positive et l'ambivalence de l'expression chinoise (*wei ji*) où sont associés le danger et l'opportunité, en revanche les rhétoriques politiques sont identiques : pointer "l'adversité" de la conjoncture est utilisé pour rehausser les mérites de l'Etat-parti, ses qualifications, sa maîtrise et "l'économie nationale dynamique". Le marché domestique et l'investissement étranger sont convoqués pour lutter contre la détérioration économique à la nuance près que la Chine envisage d'investir dans le monde entier et le Vietnam invite à suivre ce modèle principalement en Afrique. "L'optimisme" est donc de mise pour le gouvernement vietnamien qui entend veiller au "bien-être de la population" en dépit de la fermeture de nombreuses usines, du chômage, de l'augmentation des prix, de la corruption qui constituent son paysage social quotidien. L'appel à des dons sur Internet est ainsi devenu coutumier pour les familles qui ne peuvent payer des soins élevés pour une maladie sérieuse à l'hôpital où un poste de médecin s'achète actuellement entre 5 000 à 10 000 \$. Comme en Chine, la charité a acquis une sorte d'évidence, de légitimité sociale, le prix de la santé étant accepté sans revendication.

⁴⁷ *Le courrier du Vietnam*, 22 mars 2009, ainsi que pour toutes les expressions entre guillemets qui suivent.

Revenons à cette femme surnommée C^ô⁴⁸ et qui s'effondre en larmes alors que nous nous étreignons. Fille de paysans, membre depuis l'âge de dix-huit ans du parti qui assurera son ascension jusqu'au statut de professeur du collège du syndicat, veuve d'un militaire dont les funérailles ont été honorées de la présence de nombreux officiels, elle a été mère de deux enfants. Sa fille avait échoué au concours d'entrée à l'université, avait été ensuite envoyée en Tchécoslovaquie dans le cadre de l'exportation étatique de main-d'œuvre vietnamienne puis était revenue travailler dans une usine du quartier pendant sept ans, se préparant à rentrer au Parti. Mais au cours de la dernière séance de critiques publiques, elle fut accusée de "manque d'ouverture" et ce second échec, très blessant pour elle et sa mère, la conduisit à émigrer illégalement en Tchéquie, moyennant 6 500 \$. Elle est maintenant installée depuis plus de dix ans dans ce pays avec son mari qui a fait venir ses propres parents. Elle-même a repris sa fille à sa grand-mère, C^ô, qui l'élevait depuis son départ. La famille, qui a désormais été régularisée semble disposer de ressources suffisantes, grâce entre autres, à un petit commerce tenu par la fille.

Le fils de C^ô suivit un autre chemin plus tortueux qui le mènera à sa fin. Après ses études, il obtint rapidement un emploi dans une entreprise privée, mais simultanément commença à prendre goût à l'héroïne et à la cocaïne. Plusieurs fois, sa mère a dû racheter la moto qu'il avait vendue pour se procurer de la drogue. Il fut finalement interné dans un centre de désintoxication éloigné de la ville, qui ne fournit aux jeunes toxicomanes aucun produit de substitution. Son cousin, le fils du frère du mari de C^ô, l'y rejoindra comme d'autres enfants de ce quartier qui a été le bastion d'une population de communistes de la première génération, héros de deux ou trois guerres comme le fut le conjoint de C^ô (contre les Français, les Américains, les Chinois). Un jour de 2008, un émissaire du centre de toxicomanie annonça à C^ô que son fils était mort, raconte défaite, le visage bouffi de larmes, la vieille militante

⁴⁸ Selim M. (2003) : *Pouvoirs et marchés au Vietnam*, Tome I, p. 219 et suivantes.

notée toujours A par le Parti. Elle garde avec elle son petit-fils de six ans tandis que la mère de ce dernier s'adonne à des jeux d'argent, ayant accumulé 300 millions de dong de dettes. Eplorée, Côté constate qu'autour d'elle "tout se dégrade", sans autorité sur son fils ni sur sa belle-fille dont elle se plaint "qu'elle ne lui obéit pas". Elle qui avait prêté serment pour la vie à Hô Chi Minh et en était fière, voit ses rêves personnels et ses idéaux collectifs claqués contre les rochers, fracturés en mille morceaux qui ne laissent aucune trace. L'arrivée du marché dans les années 90, la généralisation conséquente des rapports marchands, la corruption permanente ne lui ont laissé aucune illusion sur "l'idée communiste"⁴⁹ qui l'avait habitée au point d'y donner une bonne part de son temps et de son énergie. Elle avait été particulièrement éblouie par son voyage de formation en Allemagne de l'Est. La mort de son fils consacre la négation absolue de sa vie dans ses dimensions subjectives comme sociales et politiques : c'est l'ensemble de son système personnel de croyances et d'action qui s'écroule et la laisse vidée, épuisée, sans capacité désormais de s'orienter, elle qui s'était bâtie comme un guide éclairé des autres.

En effet, il lui faut maintenant prendre des décisions et elle se trouve face à un dilemme crucial puisque, privée de son fils, la charge de l'autel des ancêtres lui incombe entièrement. Sur ce bel autel des ancêtres sis dans la pièce principale de son vaste appartement de cadre du parti, la photo de son fils a pris place au-dessous de celle de son mari et des parents de ce dernier dans l'ordre généalogique hiérarchique. Sa fille lui a proposé de la rejoindre en Tchèque avec l'enfant de son frère défunt mais lui a aussi fait part du refus de sa belle-famille, avec qui elle réside, d'accueillir cet autel des ancêtres, alléguant qu'ils ont aussi fait venir leur propre autel des ancêtres du Vietnam. Autour de Côté, voisines et amies de longue date lui conseillent de partir et de quitter le décor funeste du quartier où se sont engloutis tous ses espoirs. Pourtant elle n'arrive pas à s'y résoudre et ressasse en cette

⁴⁹ Alain Badiou (2009) : *L'hypothèse communiste*, Nouvelles éditions lignes.

matinée les multiples raisons qui lui interdisent d'abandonner les morts. Elle évoque pourtant aussi l'autre solution, imaginée par sa fille, de louer un appartement séparé et voisin en Tchéquie où elle pourrait déposer son précieux autel des ancêtres et ainsi conserver la mémoire des siens, qui constitue son dernier capital imaginaire. Mais, pour cette femme qui fit de sa propre indépendance un objectif permanent et qui aimait en cultiver les signes, tel celui, tendanciellement provocateur, de fumer, se retrouver sans ressources financières dans un pays étranger et devoir compter sur sa fille lui agréée peu.

La crise que traverse Côté signale pour elle la fin de l'univers dans lequel elle s'est construite et coïncide de fait autant avec la disparition définitive d'un monde hypothétiquement fondé sur d'autres procédures que celles du marché qu'avec les limites qu'engendre l'absolutisation des règles du marché, comme l'incarne la crise financière globale qui se poursuit en 2009. Absorbée par l'épisode critique qu'elle doit affronter, Côté ne voit guère dans la crise économique que la croissance exponentielle des pratiques de spéculation et de corruption qu'elle dénonce depuis vingt ans, bref un goût exorbitant de la consommation et de l'argent qui a capturé sous des formes diverses son fils comme sa belle-fille. Le petit garçon tourne autour de sa grand-mère dans l'appartement qu'elle n'entretient plus, sans prendre la mesure du tournant que va prendre leur vie à l'avenir. Majestueux, l'autel des ancêtres semble exercer une surveillance constante. Sur cet autel des ancêtres, dix ans auparavant, Monique Selim avait pris l'habitude régulièrement de déposer des confiseries – marrons glacés, chocolat, etc. – rapportées de France en hommage à la mémoire du mari de Côté et surtout en reconnaissance de l'aide qu'elle apportait dans l'enquête ; elle avait rencontré lors d'un tout premier séjour au début des années 90 le vieil homme, un peu bourru, qui tenait alors un petit parking de vélos devant leur appartement pour améliorer les ressources du couple. Il n'avait connu qu'une rupture rigide entre les mondes communistes et capitalistes, et avait considéré son arrivée avec surprise, regardant avec curiosité la relation qui se nouait entre son épouse et l'anthropologue.

Le constat se dresse que la marche vers le monde global se fait à coup de reculs et de détours, d'hésitations et d'aveuglements – comme dans le cas de Côté – mais aussi de radicalisations de plus en plus manifestes, qui puisent leur inspiration dans des événements passés proches. Véritables symptômes des obstacles qui se lèvent sur le chemin des normes globales, ces radicalisations sont plus souvent discursives – prophétiques, romantiques, désespérées, enthousiastes selon les cas – que pratiques, renouant alors avec les divers usages antérieurs d'attentats et de violence politiques. La multiplication de ces radicalisations un peu partout dans le monde – et sous des bannières les plus contrastées qui vont de la revendication identitariste ou religieuse aux refus des déréglementations du travail, de la santé, de l'éducation – oblige à les considérer comme des actes de poids dans la constellation actuelle des mobilisations de toutes sortes, par pétitions électroniques, défilés groupusculaires ou de masse, occupations par la force des espaces publics, menaces de destruction des outils de travail, prises en otages de dirigeants, etc. Si on constate la criminalisation de ces contestations par les États – selon une tradition avérée, mais qui est contrainte de se renouveler –, l'anthropologue ne saurait les négliger, au nom de leur apparente marginalité ou illégalité. Bien au contraire, elles brillent par leur signification pour avancer dans l'intelligibilité du présent marqué plus par les néantisations individuelles et collectives, que par la résilience⁵⁰ dont le succès de l'idéologie s'explique bien par la dénégation des modes en cours d'oppression et d'exploitation. L'expansion sans limites du capitalisme a pu laisser croire pendant quelques décennies après la disparition de l'URSS et la conversion économique de la Chine au marché, que tout projet de transformation économique, politique, sociale était tombé en désuétude. La période qu'inaugure la crise financière globale fin 2008, a révélé au contraire que les rebellions qui pointaient ici ou là auparavant étaient susceptibles de nourrir de nouveaux fleuves d'initiatives et de perspectives pratiques et théo-

⁵⁰ Anne-Laurence Lê : “La psychiatrie domestique : autothérapie ou péril thérapeutique”, *Psychologie clinique*, 27, 2009.

riques sur et dans toutes les sociétés quel que soit leur niveau de développement économique. L'anthropologue, s'il est coutumier du décalage – dont il a fait un outil d'analyse – est nécessairement impliqué dans cette mutation des champs politiques, qu'il le veuille ou non. L'illusion scientifique - d'une connaissance objective neutre - peut d'autant moins être entretenue aujourd'hui que la science technocratisée, est ouvertement référée aux finalités économiques et politiques des Etats mais surtout du monde global à travers la gouvernance et la sécurité. Plus que jamais la science est un marché fermé au sein duquel des interdits politiques sont posés et dont sont exclus des multitudes de chercheurs en provenance des pays qui ne peuvent s'affirmer comme centraux. S'il ne faisait donc aucun doute que l'anthropologie était politique à l'époque coloniale dans le cadre des empires en concurrence, désormais elle apparaît tout aussi inextricablement politique mais à une échelle globalisée. Pour l'anthropologue les voix qui s'élèvent de partout pour dévier les normes globales, les gestes et les actes qui tentent de les faire dissoner, dérailler, sont autant de matériaux auxquels il lui faut se mettre à l'écoute, au prix d'une métamorphose inévitable de ses méthodes.

Néanmoins, l'anthropologie ne peut pas plus se muer en discours militant que se dédier à une vulgarisation simplificatrice. Ces conversions signent un affaiblissement intellectuel et une dévaluation alors que la grande nouveauté des phénomènes sociaux requiert au contraire l'innovation conceptuelle et herméneutique. Le modèle d'intellectuel engagé qu'a incarné Sartre et plein d'autres à sa suite ne répond plus dans ses formes concrètes aux dynamiques politiques actuelles : en effet il supposait un partage entre logique savante et activisme pratique aux côtés de tous ceux qui manifestaient localement leur opposition. Parce que les luttes sont désormais globalisées, en étant portées par Internet à la connaissance du monde entier dès leur irruption, il convient d'inventer des styles d'engagement qui s'inscrivent en adéquation avec le présent. La fonction interprétative reste l'apanage de l'anthropologue qui s'efforce de l'appliquer tant au groupe social, local, transnational, auquel il appartient de fait qu'aux rapports sociaux en jeu sur les

terrains où il se pose, en dressant des lignes d'articulation. En France, les réflexions sont nombreuses sur les mues des intellectuels depuis un demi-siècle, dont beaucoup constatent aujourd'hui l'alignement au pouvoir, que ce soit sous les traits de l'expert ou plus directement dans l'acceptation de problématiques scientifiques dictées. Dans ces analyses, l'anthropologie est singulièrement absente tant comme objet que comme sujet. Le politique est plus souvent référé à l'ailleurs lorsqu'il est pris comme espace d'investigation anthropologique, qu'à la société dans laquelle se situe l'anthropologue, y compris lorsqu'il y porte ses enquêtes. Cette coupure n'apparaît plus viable, pas plus que l'ancienne rupture entre les moments du philosophe et du militant ; s'impose maintenant l'inclusion de l'anthropologue dans son champ de pensée, dépassant la réflexivité sur le terrain nécessaire mais désormais instituée.

Jusqu'à la fin du XX^e siècle, l'appartenance produisait des engagements, tout comme ces engagements renforçaient les appartenances. Les formes d'expression émotionnelles et postpolitiques provoquées et provoquant la globalisation nous éloignent chaque jour un peu plus d'un monde de sujets politiques, présumés libres et autonomes. La contestation la plus radicale du capitalisme globalisé n'est-elle pas aujourd'hui celle du dit "terrorisme islamique" dont la nébuleuse se fonde sur la réalité ou la fiction de l'appartenance religieuse à la source de l'engagement militant ? La gouvernance d'un monde global durable suppose de maîtriser les conflits en les pilotant au besoin. Elle exige la suppression pure et simple de toute forme de lutte politique, même non armée. La liberté de lutter ne fait plus partie des droits de l'homme dès lors que l'expression est noyée dans des flux de communication qui en déminent la subversion potentielle, ou même la simple réalité. Comme cet ouvrage a tenté de le montrer, le terrain de l'anthropologue à l'heure globale nous met pourtant face ou au cœur de toutes ces fissures ou s'engouffrent les hommes et les femmes dans les sociétés globalisées. Après des décennies de romantisme culturaliste et de "différences culturelles" éblouissantes, la globalisation en cours force les anthropologues à revenir aux

sources de leur discipline dans un paysage où s'exprime encore et toujours "l'unité dans la diversité", la seconde exaltée n'occultant pas la première. L'engagement de l'anthropologue n'est plus de témoigner sur l'aliénation coloniale ou la décolonisation, ou encore les "peuples autochtones". Il consiste à rapporter et à comprendre la parole des acteurs dans toutes les situations hors normes qui sont légion dans toutes les sociétés. Ces situations sont celles qui ne sont pas montrées dans les médias, et où les paroles ne sont pas celles d'acteurs télévisés.

Le monde global paraît être devenu si postdémocratique que les modes formatés de communication semblent destinés à être de moins en moins porteurs de sens. Or le sens ne s'éradique, ni facilement, ni rapidement. L'anthropologue est ainsi en charge, grâce à sa posture particulière, de contrer le naufrage programmé de l'altérité. Non plus une altérité culturalisée, folklorisée, territorialisée - comme par l'autochtonisation - mais bien celle qui dit le sens d'une vie dans une société donnée, dans des groupes de diverses natures. La globalisation offre ainsi aux anthropologues un énorme espace d'engagement, non plus vers des lendemains qui ne chantent plus du tout, mais dont les multiples et divers acteurs pensent et agissent, malgré les baillons de la gouvernance et les grillages sécuritaires. L'anthropologie devrait pouvoir relever ce défi pour éviter de perdre sa pertinence historique, et se réduire à une anecdote spectaculaire et finalement à une parenthèse évolutionniste devenue simplement superflue, *irrelevant*, dit-on, c'est-à-dire sans objet.

Hours Bernard, Selim Monique. (2010)

Conclusion

In : Hours Bernard (ed.), Selim Monique (ed.).

Anthropologie politique de la globalisation

Paris : L'Harmattan, p. 259-274. (Anthropologie
Critique)

ISBN 978-2-296-11169-1.